

CA1  
EA920  
C15

MGL-(2)

#18/Feb. '83 on of Canada to  
European Communities  
DOCS

Mission du Canada auprès  
des Communautés européennes



February 7, 1983

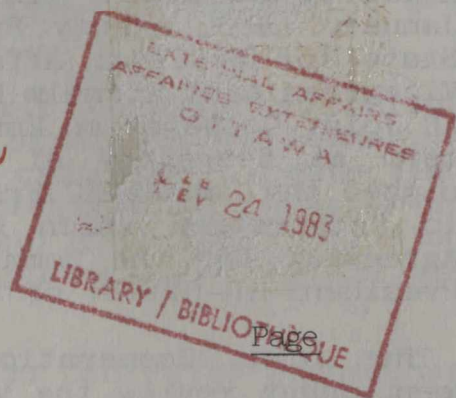
Le 7 février 1983

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E  
  
3 5036 01029771 4

bulletin

# Canada

newsletter



N° 18

Canada's Deputy Prime Minister co-chairs the Canada/EC JCC	2
La technologie spatiale canadienne vise à sauver des vies	3
Developing Canada's Far North	4
Le Groupe des Sept: Le Canada sauvage	5
Alberta: Weathering the storm with a diversified economy	7
EN BREF: L'Accord-pêche Canada-CE	8



*The Hon. Allan MacEachen, Secretary of State for External Affairs, arrives at the European Commission with Vice-Presidents Wilhelm Haferkamp and Etienne Davignon for the EC-Canada Joint Cooperation Committee meeting, January 27, 1983.*



## CANADA'S DEPUTY PRIME MINISTER CO-CHAIRS THE CANADA/EC JCC

It was a renewal of an old relationship when the Honourable Allan J. MacEachen visited the European Commission on 26 and 27 January 1983. Deputy Prime Minister of Canada and Secretary of State for External Affairs, Mr. MacEachen came to co-chair, with Vice-President Wilhelm Haferkamp, the fifth meeting of the Canada-EC Joint Cooperation Committee (JCC). During Mr. MacEachen's first term as Secretary of State for External Affairs, in 1976, he signed the Canada-EC Framework Agreement on Commercial and Economic Cooperation which created the JCC. Lord Soames signed the Agreement for the Commission and Mr. Van der Stoel signed it as President-in-Office of the Council.

The Joint Cooperation Committee was designed to promote and keep under review the various commercial and economic cooperation activities envisaged between Canada and the EC. It meets each year at ministerial level, alternatively in Ottawa and Brussels. Mr. MacEachen noted that these cooperation activities, when viewed against the current background of world economic recession and stagnation in international trade, offer an important means of coordinating economic development and enhancing bilateral exchanges and he confirmed that in his view, the Canada-EC Framework Agreement has proved to be a very useful vehicle for the intensification of Canada-EC cooperation and trade.

The two delegations to the JCC reviewed the work of industrial and scientific cooperation which has been accomplished since the last meeting in July 1981 in the areas of metals and minerals (asbestos, coal, iron and steel, non-ferrous metals) forest products, uranium, energy conservation, urban transportation, science and technology and environment. A major event during the last year was the holding of the World Symposium on Asbestos; in Montreal in May 1982. This Symposium, which was co-sponsored by Canada, the Government of Quebec and the European Commission, reviewed all the advantages and disadvantages of producing and working with this important substance. In addition, a new working group on urban transportation was established, and agreement was reached on future cooperation on waste water research. The Committee expressed satisfaction with the progress in these areas, and approved the work programme for the next year which will focus on the potential for cooperation in several new fields such as transportation, alternative sources of energy, energy saving equipment and small and medium-sized enterprises. Cooperation will be intensified on research, environment and health and safety in the work place.

Mr. MacEachen and Vice-President Haferkamp also took the occasion to review a wide range of multilateral and bilateral issues. They focused in particular upon the trading environment, the need to resist protectionist pressures and to implement the results of the GATT Ministerial Meeting as effectively and as soon as possible. On the bilateral side they discussed the Canada-EC Long Term Fisheries Agreement, the import of Canadian seal skins into the Community and various measures which both sides have taken in the area of anti-dumping and countervailing duties. During his visit the Canadian Deputy Prime Minister also met with Commission President Gaston Thorn and Vice-Presidents François-Xavier Ortoli and Etienne Davignon, with whom he discussed many of the same points.



Lorsqu'un avion s'écrase ou qu'un navire risque de faire naufrage, les responsables des opérations de recherche et de sauvetage ont pour principale tâche de repérer le lieu de l'accident. Or, le Canada joue un rôle de premier plan dans le cadre d'un programme international qui évaluera les possibilités d'utilisation des satellites dans les opérations de secours.

Le Canada s'intéresse à cette technologie spatiale en raison de la difficulté que représentent les opérations de recherche et de sauvetage sur le vaste territoire canadien. La détection des signaux d'urgence a toujours posé un problème. Pour capter un signal de détresse, il faut que le récepteur d'un bateau ou d'un aéronef se trouvant à proximité de ce signal soit synchronisé sur les mêmes fréquences d'urgence.

Au cours des années 70, des chercheurs du Centre de recherches sur les communications du gouvernement canadien ont envisagé l'utilisation de satellites pour améliorer la détection des signaux de détresse. En 1975 et 1976, ces chercheurs ont démontré qu'il était possible de calculer la position des radiobalises de secours dans un rayon de moins de 20 kilomètres, et ce dans un délai de quelques minutes seulement après l'émission du signal par satellite. Des essais de vérification de la technique ont été effectués en simulant des signaux et en utilisant le satellite du service de radio amateur Oscar-6, prêté par Radio Amateur Satellite Corporation (AMSAT).

Alors que le Canada menait ces expériences, la NASA américaine étudiait la possibilité d'utiliser des satellites à des fins de recherche et de sauvetage. Entamées vers la fin de 1976, des discussions entre le Canada et les Etats-Unis ont mené à la conclusion d'une entente concernant la réalisation du projet SARSAT, le système de recherche et de sauvetage par satellite. Peu après, le Centre national d'études spatiales de France a décidé de participer au projet et a fourni certains appareils spécialisés. En août 1979, les trois pays signaient un accord sur le système expérimental. Le premier satellite météorologique civil américain muni du matériel SARSAT, qui doit être lancé en février 1983, sera équipé de répéteurs canadiens de signal de radiobalise et d'un processeur de signal français.

Le système SARSAT utilise des satellites sur orbite polaire basse pour détecter les signaux de détresse. Il couvre le globe entier, y compris les régions polaires, et peut capter des signaux provenant de radiobalises de secours peu complexes et bon marché. Si, par exemple, un accident d'avion se produit, la radiobalise de secours de l'appareil est déclenchée automatiquement. Le satellite capte les signaux de détresse et les transmet à une station terrienne. Comme chaque satellite du réseau surveille les environs de l'accident une fois toutes les douze heures, un réseau de trois satellites suffit pour détecter un signal de détresse dans les quatre heures. Les informations transmises par satellite servent à déterminer le lieu du sinistre. La station terrienne effectue des calculs informatiques complexes pour corriger les données, qui peuvent être faussées par de nombreux facteurs comme le bruit, les erreurs de position orbitale et les effets ionosphériques. La précision des calculs permet aux équipes de sauvetage de se rendre directement sur les lieux de l'accident sans perdre de temps à effectuer des recherches sur le terrain environnant.



Les trois répéteurs du système SARSAT sont fabriqués au Canada par la Spar Aérospatiale Limitée de Montréal. Ils fonctionnent sur les fréquences internationales de détresse de 121,5 MHz et 243 MHz, ainsi que dans la bande des 406 MHz, récemment attribuée aux radiobalises d'urgence de faible puissance, de telle manière que leurs signaux puissent être repérés par satellite. Les quatre stations terriennes américaines et la station canadienne sont en fabrication à la Canadian Astronautics Ltd d'Ottawa. Cette société fabriquera en outre une partie de la station terrienne française. C'est au Canada qu'ont été élaborés les devis de l'appareil de traitement des signaux qui servira à toutes ces stations. Une autre société canadienne, la Tristol Aerospace de Winnipeg, procède actuellement à la construction du prototype d'une nouvelle balise qui fonctionnera sur 406 MHz. On prévoit que ce nouvel appareil permettra d'accroître la précision des calculs de localisation, qui seront désormais de l'ordre de 2 à 5 kilomètres.

Les Etats-Unis sont en train de modifier trois de leurs satellites d'observation météorologique NOAA, afin qu'ils puissent transporter les instruments du SARSAT. De son côté, la France met sur pied des systèmes satellisés pouvant traiter et mettre en mémoire les signaux reçus au-dessus de l'océan sur la fréquence 406 MHz et les transmettre sans délai à une station terrienne.

#### DEVELOPING CANADA'S FAR NORTH

An important step was taken during 1982, when the Canadian Government designed a coordinated strategy for northern development. Its principal elements are (A) to foster the interests of northern Canadians, including protection of their communities and traditional lifestyles, full observance of land claim settlements and maximization of industrial benefits for the region; (B) to protect the fragile arctic environment and its important wildlife; and (C) to encourage responsible development of northern resources, particularly hydrocarbons.

Canada's North holds some of the country's richest reserves in oil and natural gas. These reserves lie principally in the High Arctic (which includes the islands off mainland Canada to the north) and in the Beaufort Sea (which lies in the western Arctic). One of Canada's largest oil companies, Dome Petroleum, has estimated that in the Beaufort Sea alone, eventual oil production could be in the range of 1 1/4 million barrels a day.

The discovery of the Far North's energy potential has coincided with the Canadian Government's determination to exercise a minimum control over this vitally important sector in order to ensure self-sufficiency and promote a higher level of Canadian ownership. These principles were set out in the National Energy Programme, released in October 1980. Since then the Government has entered into agreements with private companies (e.g. Esso Resources) which are designed to ensure that Canadians, and particularly northern Canadians, are given a fair and competitive opportunity to supply goods and services. The Inuit and Dene Indian populations of the north will be given a chance to participate in decisions on northern development, to invest in their resources and to obtain jobs.

Clearly, drilling and transportation of hydrocarbons in the



far north carries a certain risk to the human and natural environment. The Canadian Government will be providing a stable framework within which the interests of the developers and of those who live in the north can be accommodated. The intention is to accelerate the research and planning of hydrocarbon development and to permit initial production on the basis of demonstration projects. The controlled approach, through demonstration projects, will facilitate the introduction of any special measures which may prove necessary to protect the Arctic and to ensure maximum benefits to its inhabitants. Canada's Minister of Indian Affairs and Northern Development has described the approach as "cautious but deliberate". The Arctic region is so fragile that we cannot afford to make mistakes. On the other hand, this strategy allows incremental expansion in keeping with performance records, and at a pace acceptable to northerners and manageable to the governments involved.

As part of this overall strategy the Government has produced or is now engaged in producing the following policies or studies:

- A full northern energy policy.
- Amendments to the Arctic Waters Pollution Prevention Act.
- A comprehensive study of the Northern environment.
- A policy for the protection of archeological sites in the North.
- An integrated Beaufort Sea Management Programme.
- Proposals for protecting the environment of the Lancaster Sound Region.
- A study of the impact on marine mammals of building artificial islands.

Private industry has been conducting similar studies, notably on the problem of transporting resources through the Arctic with minimum risk. Dome Petroleum has proposed a water system using ice-breaking tankers to carry oil and liquefied natural gas (LNG) to the south. The company estimates an initial need for one such tanker before 1990, and for an eventual 26 tankers when the full potential of the Beaufort Sea is realized. Esso Resources, on the other hand, has taken a different approach and proposes a Beaufort Sea demonstration pipeline project. A pipeline would, in its final stage, have to extend some 2,253 kilometres through Arctic and sub-Arctic terrain and could cost in the region of \$12 billion.

Development projects in the Arctic carry a very high political profile in Canada, and the Government is making every effort to ensure that all Canadians benefit from them, while keeping intact the unique and splendid Arctic environment.

#### LE GROUPE DES SEPT: LE CANADA SAUVAGE

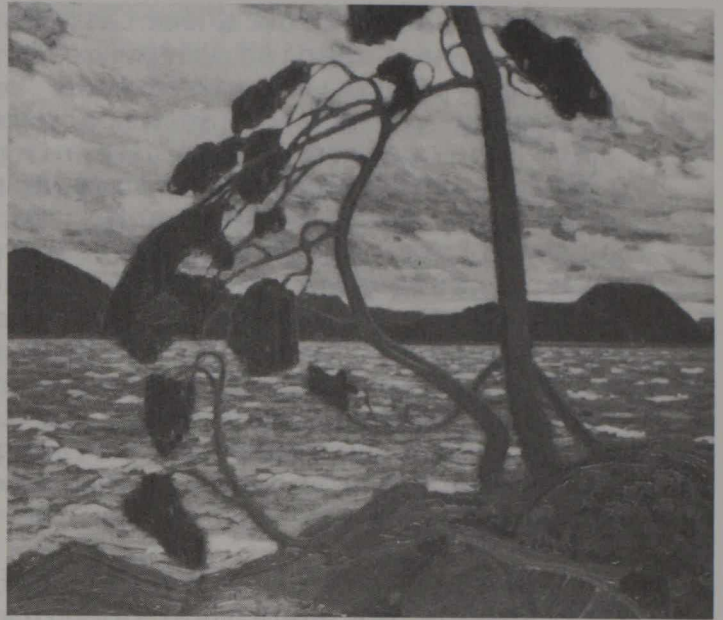
Nous sommes à l'hiver de 1913-1914. Un groupe de jeunes artistes se rencontre régulièrement pour le lunch au célèbre Club des arts et lettres de Toronto. Tous, ils sont animés de la même passion: explorer et peindre le Grand Nord canadien comme jamais ne l'a fait un artiste canadien. Pour eux, le "vrai Canada" ne se trouve pas dans les villes, mais dans les vastes espaces vierges du Nord. Bien sûr, d'autres artistes ont déjà peint la campagne canadienne, mais il s'est agi le plus souvent de gentils paysages ruraux bien



aménagés plutôt que de fresques sauvages. Pour la plupart des gens, les régions sauvages recèlent quelque chose de terrifiant et de menaçant et ne doivent pas être couchées sur toile. Aux dires mêmes d'un riche client, "c'est déjà bien assez de devoir vivre dans ce pays sans en avoir des rappels dans la maison". Mais pour notre groupe de peintres, les paysages nordiques sont l'incarnation d'une beauté qui reflète l'esprit même du Canada. Au cours des dix années à venir, ils révolutionneront l'art au Canada et créeront le premier mouvement artistique national.

Vibrants et passionnés, leurs antécédents sont fort différents. Certains apportent les techniques et connaissances de l'art européen de l'époque, tandis que d'autres partent surtout de leur passion pour le Nord canadien. A partir de 1913 ils travaillent ensemble, échangent des idées et expérimentent une nouvelle gamme de couleurs, celles-ci plus osées. Le parc Algonquin demeure leur site de prédilection et à l'été de 1914, Tom Thomson, A.Y. Jackson, Arthur Lismer et Fred Varley s'y rendent camper pour y travailler ensemble. Chacun fait une percée spectaculaire dans la maîtrise de son art et, pour un certain temps, le plus grand rêve de nos artistes se trouve réalisé.

Lorsqu'ils reviennent à Toronto un peu plus tard au cours de l'automne, leur enthousiasme s'éteint rapidement. La Première Guerre mondiale fait rage et les artistes, ne pouvant échapper à cette réalité, vont bientôt devoir se séparer. Pour Tom Thomson, c'est le début de la période la plus épique de sa carrière. Sa technique s'épanouit et il produit des centaines de petites esquisses ainsi que plusieurs tableaux qui feront école, tels Vent d'Ouest. A l'été de 1917, Thomson se noie



Tom Thomson, "Vent d'ouest / West Wind" 1917



Lawren Harris, "Lac Supérieur / Lake Superior" - 1922



J.E.H. MacDonald, "Terre solennelle / The Solemn Land" - 1921



dans un des lacs du parc Algonquin.

A la fin de 1918 le groupe s'est de nouveau réuni. Dévasté par la guerre et le décès de Thomson, il cherche une nouvelle aventure pour remonter son moral. A l'automne, Lawren Harris loue un wagon de chemin de fer et y fait installer des couchettes, des tables et des chaises ainsi qu'un poêle. Ainsi les peintres disposent d'un véritable atelier sur roues. Un premier voyage dans le district d'Algoma, au nord de l'Ontario, ranime l'enthousiasme du groupe. D'autres suivront.

Lorsqu'ils exposent à Toronto leurs peintures d'Algoma, les peintres sont taxés de radicaux et de révolutionnaires. La petite communauté artistique ultra-conservatrice de l'endroit ne ménage pas ses critiques acerbes. En guise de moyen de défense et pour pouvoir tenir leurs propres expositions, les peintres décident de former une association officielle. En 1920, ils fondent le Groupe des Sept et en mai, ils tiennent leur première exposition. A l'origine, le Groupe comprend Lawren Harris, Jim MacDonald, A.Y. Jackson, Arthur Lismer et Fred Varley, auxquels viennent s'ajouter Frank Johnston et Frank Carmichael.

Au cours des quelques années qui suivent, le Groupe des Sept opère une transformation radicale des attitudes traditionnelles face à l'art au Canada. Animés d'un enthousiasme débordant, les sept peintres partent, pinceau en main, à la conquête du pays tout entier. En prenant pour point de départ le Parc Algonquin et le district d'Algoma, ils poussent vers l'ouest jusqu'au lac Supérieur, aux Prairies et aux Rocheuses, ainsi que vers l'est jusqu'au Québec et aux Maritimes. En 1927, Harris et Jackson se rendent pour la première fois dans l'arctique. En plus de s'adonner à la peinture, ils font une promotion active de leurs oeuvres d'un océan à l'autre. Ils envoient des expositions dans tout le pays, font des tournées de conférences et écrivent dans les journaux et revues. C'est la première fois que des artistes canadiens osent adopter une attitude aussi dynamique et radicale et sont motivés par un zèle missionnaire de cette envergure. Ils réaffirment avec insistance que la seule vraie peinture est celle inspirée par la nature et croient fermement que le Canada ne sera jamais un pays fort tant qu'il n'aura pas su développer un art qui lui soit propre.

#### ALBERTA: WEATHERING THE STORM WITH A DIVERSIFIED ECONOMY

Alberta has long been the fastest growing of Canada's ten provinces. In spite of the general world-wide slowdown, moderate growth continues in the oil and gas industries on which the province's wealth is based. In 1981, the province's exports of non-agricultural products grew \$1.9 billion, an increase of 23.6 per cent over the previous year.

In the same year, total export sales of non-agricultural goods and services stood at \$9.9 billion, with particularly strong growth shown by companies fabricating machinery and equipment used in oil well servicing. This fact was heartening to Albertans who are determined to diversify their economy by developing the province's manufacturing sector. The processing of agricultural products and food is the province's main manufacturing industry followed by petroleum refining, the petrochemical industry and the metal fabricating and wood industries. As production and exports continue to climb, there has been a gradual shift in market outlets. In 1974, the United States took 95 per cent of Alberta's



exports, but this percentage has declined in recent years to 88.3 per cent. Japan is now buying 3.2 per cent, and Australia has emerged as an important consumer of Alberta's products.

Alberta's oil industry produces about one million barrels a day. Of this amount, 18 per cent is consumed in Alberta, 49 per cent in the other provinces (mainly Ontario) and 33 per cent is exported to the United States. Apart from conventional oil fields, Alberta has a rich potential in synthetic crude oil recoverable from the oil-bearing sands in the North of the province, near the Athabasca River. Although the Alsands project for recovering this oil was suspended last year because of a failure to secure sufficient investment, a new joint Canada-United States venture is co-sponsoring an experimental oil sands project designed to produce 2,500 barrels of synthetic crude per day. Alberta's other mineral resources include natural gas, with total estimated recoverable reserves of 52 trillion cubic feet, and coal, 11 million tons of which are mined per year.

It would be a mistake, however, to think of Alberta simply in terms of mineral wealth. Farmland is still very important. The province has over 20 million hectares devoted to crop and livestock production providing 20 per cent of Canada's total agricultural output. The province has several thousand head of dairy and beef cattle while the main crops are wheat, barley, and rapeseed. This last has been developed as a second source of oil. The Canola strain of rapeseed is crushed to produce cooking oil, margarine, shortening and high protein animal feed. In addition to agriculture, forestry is an important element of the province's economy. Over 60 per cent of its area is covered by forest, a percentage which has changed little since the first European settlers arrived in the late nineteenth century.

While most of the present population is British in origin, there are a large number whose ancestors are German, Ukrainian, Polish, Scandinavian and French. Fifty per cent of the population live in the two main cities, Edmonton (the provincial capital) and Calgary. The Progressive Conservative Government of Peter Lougheed was re-elected last November with 63 per cent of the popular vote, gaining 77 of the 79 seats in the Legislature. In office for the last twelve years, Mr. Lougheed has presided over the boom years which enabled him to establish the Alberta Heritage Fund out of oil revenues and to give his people the lowest personal tax rate in the country. Albertans are looking forward to the opening of Universiade 83, the World University Games, in Edmonton this July, as an occasion on which they can show their flourishing province to the world. They will be able to do this again in 1988 when the Winter Olympic Games will be held in Calgary.

#### EN BREF

##### L'ACCORD-PECHE CANADA-CE

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada a profité de sa récente visite à Bruxelles pour exprimer au plus haut niveau le mécontentement canadien face à la mise en application de l'Accord-pêche signé le 30 décembre 1981.

L'Honorable MacEachen a informé le Vice-Président Haferkamp qu'il jugeait que la Communauté avait failli à ses obligations en 1982 et que les autorités canadiennes allaient en conséquence réduire les quotas de pêche alloués à la Communauté en 1983. Des rencontres devraient se tenir sous peu pour poursuivre les discussions sur le sujet.